

CULTURE | CHRONIQUE

PAR MICHEL GUERRIN

Festivals : comment payer les artistes ?

L'été surgit, les festivals avec, dont trois parmi les plus fameux qui démarrent début juillet dans des cités magiques : Avignon pour le théâtre, Aix-en-Provence pour la musique et l'opéra, Arles pour la photographie. Le public y applaudira ou y sifflera des œuvres et des artistes. Mais ces musiciens, comédiens, photographes, comment sont-ils rémunérés ? Se produire dans un cadre prestigieux et éphémère constitue un coup de pouce pour une carrière ; les cachets sont-ils pour autant plus bas qu'ailleurs ? Ces trois rendez-vous du Sud doivent résoudre une équation complexe : découvrir des artistes, les payer, mais sans faire exploser leur tirelire, ni le prix du ticket, afin de diversifier le public et de justifier une solide subvention publique.

Partons d'Aix, qui dispose du plus gros budget des trois festivals, autour de 23 millions d'euros, dont la moitié couvre les dépenses artistiques. Car l'opéra coûte cher, qui nécessite des plateaux riches et six semaines de répétitions. Au total, 400 artistes doivent être rémunérés (chanteurs, musiciens, chefs, metteurs en scène, chœurs), sans compter les orchestres payés en bloc. Les tarifs sont liés à la philosophie d'Aix, qui se veut plus une manifestation de révélation ou de confirmation de talents que de stars consacrées comme Jonas Kaufmann ou Anna Netrebko. Aussi, un cachet de soliste se situe entre 2 000 et 10 000 euros pour un chanteur, 20 000 euros pour un chef, 80 000 euros à 200 000 euros pour un orchestre.

Aix puise également dans le vivier de son académie de jeunes chanteurs et musiciens, dont certains sont mensualisés autour de 3 500 euros, et d'autres payés 500 à 1 200 euros la prestation. Mais le patron du Festival d'Aix, Bernard Foccroulle, jure que ces tarifs sont dans la norme d'une maison d'opéra de niveau international, avec parfois des économies de 20 %, portées par sa politique de découvertes et des contraintes financières croissantes.

Avignon (on ne parle pas du « off ») dit aussi rester dans les standards de rémunération des grands théâtres publics, avec un budget de 13 millions d'euros. Ce festival entend éviter les folies, avec des cachets pour les comédiens qui oscillent de 500 à 1 500 euros – et 4 000 euros pour une star –, alors que d'autres sont

mensualisés trois mois, de 2 000 à 4 000 euros. Les spectacles « pharaoniques » sont écartés, car trop chers, d'autant que le public vient en priorité pour découvrir, moins pour voir des célébrités. Mais pas question, dit-on, de rogner sur les cachets. Oui, le Festival est prestigieux et donne de la visibilité, amplifiée par les 600 journalistes accrédités, mais en profiter pour payer moins cher serait déplacé au moment où de nombreux comédiens rencontrent des difficultés financières, et serait contraire à l'esprit du fondateur, Jean Vilar.

A partir de là, et comme les frais augmentent (8 000 nuits dans des hôtels qui ont augmenté leurs tarifs), il n'y a pas dix solutions pour Avignon. Proposer des tickets plus chers, qui sont en moyenne de 30 euros, ou réduire le nombre de

sur les murs, que le photographe récupère au bout de trois mois d'exposition. Soit une valeur de 10 000 à 20 000 euros. Être payé en nature, c'est bien, mais ça ne fait pas manger, et c'est parfois un fardeau, en tout cas pour certains.

Arles paie 230 agents d'accueil, cent techniciens, cinquante personnes pour le protocole, une quinzaine de permanents, dont un directeur, Sam Stourdzé, qui refuse de dévoiler son salaire, des peintres, des artisans, des commissaires d'exposition (tous à 1 500 euros). Les seuls à ne pas toucher un sou, ce sont les photographes, pourtant en première ligne.

Ce système n'a choqué personne ou presque pendant des décennies. Sauf qu'il devient intenable. De par sa notoriété, et du fait aussi qu'il bénéficie de beaucoup d'argent public, Arles est épinglé dans le débat sur la paupérisation des photographes, à cause d'une gratuité des images qui se généralise.

Et ce n'est pas en disant « *Arles apporte une notoriété qui vaut tous les cachets* », comme on l'entend, que le mécontentement va tomber. Du reste, des professionnels ont envoyé récemment une lettre à Emmanuel Macron, qui commence ainsi : « *La photographie ne s'est jamais aussi bien portée en France, les photographes jamais aussi mal.* » Arles entend calmer les choses cette année en offrant 500 euros aux photographes. C'est une première, à mettre au crédit de Sam Stourdzé, qui a pourtant hésité, trouvant le montant « *dérisoire, voire indécent* ». Mais ce dernier se devait de corriger le tir. Pourquoi pas 2 000 euros ? On serait dans le rouge, répond le directeur.

Pourquoi alors d'autres festivals, tout en produisant les épreuves des photographes exposés, se font-ils un devoir de les rémunérer, de 500 à 2 000 euros, alors que l'accès est gratuit et leur budget parfois trente fois inférieur à celui d'Arles ? C'est le cas de La Gacilly, dans le Morbihan, de Photoautumnales à Beauvais, d'Images singulières à Sète, dans l'Hérault.

Si Arles n'y arrive pas, ce n'est pas une question de moyens, c'est que son modèle pose problème, au point que beaucoup se demandent où vont les 7 millions de budget. Cette question en ouvre une autre, qui vaut pour tout festival d'ampleur : comment se rénover, coller à l'époque, en inventant des formats qui mettent plus en contact le créateur et son public ? ■

**À ARLES, LES SEULS
À NE PAS TOUCHER
UN SOU, CE SONT
LES PHOTOGRAPHES,
POURTANT EN
PREMIÈRE LIGNE
RÉMUNÉRER
SANS CASSER
LA TIRELIRE :
UNE ÉQUATION
COMPLEXE POUR
LES FESTIVALS**

représentations des spectacles. Mais c'est une mission du Festival – élargir les publics – qui serait écornée. La réponse d'Avignon est de réduire les frais de réception et les salaires, dont celui du directeur. Olivier Py, qui est de 7 000 euros brut – et qui lui est retiré quand il met en scène une pièce ailleurs.

Corriger le tir

Dans ce paysage, Arles détonne. Avec 7 millions d'euros de budget, trente-cinq expositions, 150 photographes au programme, un accès payant, c'est la Rolls des festivals photo en France. Et, pourtant, les photographes exposés ne sont pas rémunérés. Depuis près de cinquante ans, son modèle est autre : il prend à sa charge la production des épreuves présentées